

La Belgique est extrêmement **préoccupée par l'escalade de la violence au Yémen ce dernier mois**, ayant menée à l'un des incidents les plus meurtriers depuis le début de la guerre.

Plus que jamais, il faut la **reprise du processus politique**. Les pourparlers entre l'Arabie saoudite et les Houthis constituent une bonne base, mais, à un moment donné, le gouvernement du Yémen devra être impliqué dans les pourparlers et le processus devra être dirigé par l'ONU. Les **prochaines étapes dans le processus politique** doivent être entamées dans les meilleurs délais, sous les auspices des Nations Unies. **Celui-ci doit être inclusif**, avec la participation significative des femmes et des jeunes reflétant la diversité ethnique, géographique, sociale et politique de la population du Yémen.

La Belgique salue le plan récemment agréé entre les parties à Amman pour la mise en œuvre de **l'Accord sur l'échange de prisonniers**, qui pourrait signaler un premier pas vers ladite reprise du processus politique. La Belgique encourage sa mise en œuvre rapide.

Cela dit, n'oublions pas les **accords déjà conclus dont la mise en œuvre peine toujours, comme c'est le cas pour l'Accord de Riyad**. Nous appelons également à nouveau toutes les parties à mettre en œuvre tous les éléments de **l'Accord de Stockholm**, y compris l'Accord d'Hodeidah et l'Accord sur Taiz.

L'environnement opérationnel des acteurs humanitaires au Yémen, en particulier dans le nord, s'est rapidement détérioré et l'espace humanitaire se rétrécit considérablement. Des obstacles sont constamment imposés, entravant l'accès humanitaire et l'acheminement de l'aide. Le personnel humanitaire international et national est menacé et on déplore des attaques directes dans de nombreuses régions du pays. A l'issue de leur **réunion à Bruxelles le 13 février, les donateurs** ont réaffirmé leur plein soutien aux Nations Unies, aux ONG's internationales et aux autres acteurs humanitaires, qui opèrent dans des conditions extrêmement difficiles sur le terrain. Les participants ont unanimement déclaré que cette situation est intenable. Toutes les restrictions,

obstructions et interférences violant les principes humanitaires doivent être supprimées, une fois pour toutes.

La Belgique note l'intention annoncée des Houthis de **lever le prélèvement de 2% sur les projets humanitaires** et les exhorte à mettre cette annonce en pratique, et à renoncer également aux autres entraves rendant la distribution de l'aide humanitaire aux enfants et aux autres civils.

La Belgique se félicite des **vols médicaux**. La population civile doit être au centre de notre attention. Ce sont ces victimes innocentes, qui continuent de subir les effets les plus graves de ce conflit.

Nous encourageons aussi les Houthis à donner enfin accès **au pétrolier SAFER** afin de faciliter l'examen de la situation et d'éviter une possible catastrophe écologique.

Enfin, toutes les parties doivent respecter leurs obligations et leurs engagements découlant du **droit international humanitaire et, le cas échéant, du droit international des droits de l'Homme**.

En tant que président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, nous nous félicitons de l'échange de lettres entre le RSSG Gamba et la **Coalition**. **Sur cette base, il a été possible d'approuver et officialiser un programme d'activités** assorties de délais mettant en œuvre le Mémoire d'accord de l'année dernière. Nous appelons à sa mise en œuvre par la Coalition aussi vite que possible. La semaine dernière, le Secrétaire général a présenté ici au Conseil le **Guide pratique de l'ONU à l'intention des médiateurs pour protéger les enfants dans les situations de conflit armé**. Nous voudrions inviter les parties au conflit et l'Envoyé spécial Griffiths à utiliser ce guide dans les pourparlers politiques qui, nous l'espérons, commenceront bientôt.

Je vous remercie.

Consultations :

Monsieur Griffiths, pouvez-vous élaborer sur le plan qui a été formulé lors de la réunion du comité des prisonniers qui a pris place à Amman récemment ? Est-ce que nous pouvons réellement nous attendre à son mise en œuvre prochaine ?